

**FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)**  
**Rapport de mise à jour trimestriel**

<b>Période couverte (Trimestre)</b>	2011 T2 (d'avril à juin)		
<b>Numéro du projet et le titre du projet</b>	PBF-COD-B.3 ISSSS : RRR/009 Promotion du dialogue intercommunautaire et préparation des conditions pour le retour des déplacés et le rapatriement des réfugiés en toute sécurité et dignité.		
<b>Agence bénéficiaire:</b>	UNHCR, UNHABITAT, WFP, UNOPS		
<b>Partenaires d'exécution</b>	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, Ministère de l'Administration Territoriale, Ministère des Travaux Publics et des Infrastructures, Ministère des Affaires Humanitaires.		
<b>Date d'approbation par le Comité de Pilotage:</b>	14/07/2010		
<b>Budget total alloué</b>	2.650.000 (FCP) 4.864.687 (total)		
<b>Fonds engagés du budget total alloué<sup>1</sup></b>	701,117 (FCP) 1,090,805 (total)	<b>% de fonds engagés / budget total alloué:</b>	23% 22%
<b>Fonds dépensés<sup>2</sup> du budget total alloué:</b>	1,948,882 (FCP) 3,773,882 (total)	<b>% de fonds dépensés / budget total alloué:</b>	74% 78%
<b>Date de clôture prévue:</b>	31/12/2011	<b>Retard éventuel (mois):</b>	8 à 9 mois
<b>Domaine d'investissement : Résultats stratégiques (effets sectoriels): Indicateurs pour mesurer les effets</b>	<b>Domaine de priorité d'investissement :</b> <i>R (1): Réformes du secteur de la sécurité et des systèmes judiciaires mises en place et fournissant services et biens au niveau national et local permettant le renforcement de l'Etat de droit</i> <b>Résultat stratégique (Cadre stratégique du FCP) :</b> <i>(1.3) DDR : Nombre de « programmes-pays » appuyés par le PBF ayant abouti à la réintégration les ex-combattants au sein des communautés</i>		

<sup>1</sup> Fonds engagés sont définis comme des contrats légaux pour des services, des travaux tels que régis par les procédures et régulations financières des agences

<sup>2</sup> Paiement (services, travaux) sur les engagements.

<p><b>Résultats immédiats (= produits projet) avec référence aux indicateurs:</b></p>	<p><b>Résultat attendu 1 :</b>  <b>Promotion de la cohabitation pacifique, prévention et résolution des conflits intercommunautaires au niveau local</b></p> <p><b>Réalisations accomplies :</b>  7 CLPCs pilotes ont été installés : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 1 en territoire de Nyiragongo ; Groupement Buhumba</li> <li>▪ 3 en territoire de Rutshuru ; Groupements Kihondo, Binza et Gisigari</li> <li>▪ 3 en territoire de Masisi ; Groupements Kamuronza, Biiri et Bashali-Mukoto.</li> </ul> </p> <p>La formation de ces 7 CLPCs pilotes est en cours.</p>	<p><b>Contrainte(s) :</b>  Sécurité problématique sur certains axes.</p> <p>Problématique de la sous estimation des fonds alloués aux missions d'installation des CLPCs, financement des formations assez aléatoire.</p> <p><b>Solution(s) Proposée(s) :</b>  Consolidation du projet pilote et renforcement des capacités des 7 premiers CLPCs avant ouverture d'autres structures. Besoin de revoir le programme conjoint tant au niveau de la description que du budget afin de parer aux lacunes relevées.</p>
	<p><b>Résultat attendu 2 :</b>  Renforcement des capacités en matière de médiation des conflits fonciers et gestion foncière.</p> <p><b>Réalisations accomplies :</b></p> <p>Nord Kivu:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 361 conflits fonciers documentés</li> <li>▪ 142 conflits fonciers résolus;</li> <li>▪ 10 hectares de terre alloués à 183 ménages retournés à Muhanga en Bashali Mokoto (territoire de Masisi)</li> </ul> <p>Ituri:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 103 conflits documentés</li> <li>▪ 11 conflits fonciers résolus</li> <li>▪ 107 ménages retournés réinstallés à Tchomia et 239 à Bahema Banywagui ;</li> </ul> <p>50 vélos et 50 téléphones distribués aux chargés de monitoring des conflits fonciers et aux chefs coutumiers pour une meilleure communication sur les risques de conflits fonciers.</p>	<p><b>Contrainte(s) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La sécurité dans les territoires de Masisi et de Ruthuru : inaccessibilité de certaines zones ;</li> <li>- L'obligation d'avoir une escorte sur les routes classées rouges qui réduit le temps de travail ;</li> <li>- La lenteur dans la mise en place des CLPC ;</li> <li>- Insuffisante implication du gouvernement national pour assister les vulnérables faisant face à des problèmes d'accès au titre foncier</li> </ul> <p><b>Solution(s) Proposée(s) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Utiliser des relais locaux, notamment les NGO pour couvrir les zones</li> </ul>

		<p>inaccessibles ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer le plaidoyer au niveau national pour la mise en place d'un régime dérogatoire pour l'accès au titre foncier</li> </ul>
	<p><b>Résultat attendu 3 :</b> Appui à la réintégration, l'abri, la relance communautaire et le renforcement de la cohésion sociale</p> <p><b>Réalisations accomplies :</b> Un problème de terre est à l'origine du non achèvement du projet abris. Ce problème n'a à ce jour pas encore trouvé une solution viable.</p>	<p><b>Contrainte(s) :</b> Manque d'implication de certains acteurs pour la «viabilisation » du site trouvé.</p> <p><b>Solution(s) Proposée(s) :</b> Explorer d'autres sites éventuellement dans d'autres zones au niveau des territoires concernés</p>
	<p><b>Résultat attendu 4 :</b> Amélioration de la coordination entre les intervenants des différentes composantes du STAREC</p> <p><b>Réalisations accomplies :</b> Plateforme SIG/Données :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conception et développement de la plateforme commune : ébauche d'outils développés et en attente de validation par les partenaires ;</li> <li>▪ Appui au renforcement des capacités de la cellule infrastructures : analyse des données sur les infrastructures de 4 groupements au Nord Kivu ; consultation auprès de la Division du Plan et élaboration d'un plan de formation en collecte des données ; consolidation de la méthodologie de collecte de données sur les infrastructures existantes avec accent sur les 7 groupements où les CLPC pilotes ont été installés</li> <li>▪ Cartographie de 30 camps CCCM sur les 31 au Nord Kivu avec les inventaires des infrastructures</li> <li>▪ Collecte, analyse et dissémination des données des PDIs dans les camps CCCM au Nord Kivu ; 22.757 ménages ou 78.252 individus sont enregistrés pour les 31 camps CCCM à la date du 15 Juin 2011</li> </ul>	<p><b>Contrainte(s) :</b> Retard dans la mise en place des CLPCs. Retard dans l'acceptation de la plateforme commune.</p> <p><b>Solution(s) Proposée(s) :</b> Accélérer la formation des CLPCs, revoir le budget en conséquence.</p> <p>Arriver à un consensus sur les besoins pour la plateforme commune afin de pouvoir procéder à son développement.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Profilages de 724 ménages pygmées dont 51 ménages à Shasha, 178 ménages à Hewa Bora, 320 ménages à Beni et 175 ménages à Masisi</li> <li>▪ 18.830 ménages sur les 22.757 ont leurs photos dans la base de données du projet (dans le cadre de la préparation du retour volontaire des déplacés vivant dans les camps CCCM)</li> </ul>	
<p><b>Réalisations accomplies par rapport aux prévisions avec référence aux indicateurs des résultats stratégiques (effets sectoriels)</b></p> <p>Les activités de médiation des conflits fonciers ont contribué au rapprochement et dialogue entre communautés. Elles ont aussi contribué à la restitution des terres pour des retournés et des déplacés. Il y a un net recul des règlements des conflits fonciers par la violence et par les cours et tribunaux grâce à la médiation foncière qui est plus accessible et plus rapide.</p> <p>Les centres de médiation foncière ont permis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un accès facile aux mécanismes de règlement des conflits ;</li> <li>- une protection des droits des femmes à la terre ;</li> <li>- une information sur les conditions de sécurisation foncière et d'accès à la terre ;</li> <li>- une bonne implication des chefs coutumiers dans la gestion des conflits fonciers ;</li> <li>- une appropriation par l'administration territoriale du processus de règlement des conflits fonciers.</li> </ul> <p>Les activités GIS de ce projet sont essentiellement des prestations de service se basant sur la disponibilité et les capacités/expériences de ses ressources existantes notamment humaines. Les résultats obtenus sont par ailleurs le fruit d'une collaboration née à travers les besoins et objectifs communs identifiés et mis en place conjointement par les principaux partenaires du programme.</p> <p><u>Note :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Expliquez brièvement (4 to 5 constats au maximum) dans quelle mesure la performance du projet de 'livrer les produits attendus' contribue aux résultats du PMP ?</li> <li>- Qu'est ce qui a été prévu d'atteindre en fin 2011, et qu'est ce qui a été réalisé mi-parcours?</li> <li>- Donnez des bonnes et des mauvais exemples de vos pratiques des projets?</li> <li>- Comment vous allez améliorer la performance des projets d'atteindre les résultats escomptes?</li> </ul>		<p><b>Contrainte(s) :</b></p> <p>Il est à noter que l'Ordonnance Présidentielle instituant le STAREC prend fin le 30 juin 2011. Il y a lieu de faire un plaidoyer pour que celle-ci soit prolongée au moins jusqu'en décembre 2012 en raison des retards accumulés et afin de ne pas se retrouver dans un nouveau vide juridique qui ne permettrait plus de décaisser de fonds en faveur de ce projet.</p> <p><b>Solution(s) Proposée(s) :</b></p> <p>Renforcer le plaidoyer pour accélérer la signature de la nouvelle ordonnance présidentielle confirmant la continuation du STAREC et la prolonger.</p>